

Cinq points ont particulièrement attiré mon attention cette semaine. Tous contribuent à une réflexion, certes rapide, sur l'intérêt général dans notre société aujourd'hui.

Même si elle est revenue sur sa décision « laïque » sous la pression unanime des acteurs publics français, y compris celle du Premier ministre, l'attitude de la RATP face à la publicité pour aider les chrétiens d'Orient reste condamnable (Cf. [Mon billet du 5 avril 2015](#)). Où sont les excuses de la RATP ou du moins ses explications sur le processus qui a conduit à sa décision ? Bien d'autres organismes se seraient excusés pour moins que cela mais la RATP s'en affranchit.

J'en resterai sur ce dessin de Plantu du 7 avril 2015. Il exprime bien à mon avis cette République, symbole de l'intérêt général, instrumentalisée au profit d'un dogmatisme dangereux et sectaire d'acteurs de la société civile.

La cyberattaque sur TV5 a fait grand bruit. La propagande djihadiste a pu se servir de cet organisme pour être diffusée. Cependant, comment comprendre qu'un organisme étatique ait pu être « capturé » temporairement et facilement par l'ennemi (Cf. Par exemple, [ce billet](#) de Reflets-info), au moment où les lois se succèdent pour le combattre sur internet et que la loi sur le renseignement entre en débat à l'Assemblée nationale ? J'entends d'ailleurs ces ardents défenseurs des libertés porter plainte contre nos services de renseignement ou se mettre en ordre de bataille pour combattre cette future loi débattue du 13 au 16 avril. Mais est-ce bien au nom de l'intérêt général ?

Oui, nous vivons en démocratie mais les libertés excessives données aujourd'hui ont conduit notre société à être de plus en plus vulnérable. Je reconnais que la question du contrôle de nos services de renseignement peut se poser ... si nos politiques manquent d'éthique. Les actions décidées seront-elles bien conformes à l'intérêt général, compris dans le contexte de la raison d'état ? La solution de la protection interne d'un lanceur d'alerte proposée sous forme d'amendement par le député Urvoas me paraît alors une approche raisonnable.

Cependant, pour moi, il est évident que des services de renseignement de la défense me paraissent plus fiables et plus proches d'une éthique de l'intérêt général, car ils sont neutres et seulement au service de la Nation. Des services civils, dont une partie de l'encadrement est politisée, sont plus susceptibles de faire des choix partisans. Un certain nombre d'affaires politiques nous le rappellent régulièrement.

Un autre point est cette lâche agression sur un de nos soldats de l'opération Sentinelle, prolongée, sans état d'âme lâche avec des conditions de vie que peu de non-militaires accepteraient ou acceptent. En effet, pendant ce temps, nos CRS sont en arrêt maladie, Vigipirate, « C'est trop dur » (Cf. [Le Parisien](#) du 7 avril). Déjà, en 2011, certains d'entre eux se mettaient en arrêt maladie pour empêcher la dissolution de leur compagnie et ne pas déménager. Ils avaient eu gain de cause... Au nom de l'intérêt général ? En même temps, des compagnies de gendarmerie mobiles étaient dissoutes...

Le silence régnant désormais parmi les CRS sans doute en bonne santé désormais (un miracle ?), peut-on demander au ministre de l'intérieur ce qui leur a été accordé pour qu'ils retrouvent la santé ? Il y a peut-être des méthodes à appliquer ailleurs ?

Il serait bon aussi de rappeler publiquement les compensations qui leur sont accordées pour leurs missions de sécurité publique. Le ministère de la défense pourra alors faire la comparaison avec celles qui sont accordées à nos soldats pour les mêmes missions dans des conditions bien plus difficiles.

Je me questionne donc si la police nationale dans ses différentes composantes est fiable et capable d'assurer la défense des institutions de la République, au nom de l'intérêt général. J'en doute même si beaucoup de policiers sont individuellement dignes de confiance.

Grande satisfaction pour cette seconde vente inespérée de Rafales à l'Inde. Les commentateurs de cette vente devraient néanmoins revoir leurs connaissances. Vendre un Rafale ne compensera en rien les manques du budget de la défense même si cela répond aux objectifs de la LPM mais pas forcément aux besoins des armées. Ne pas être obligé d'acheter le minimum de Rafale nécessaires pour entretenir les chaînes de montage de Dassault est certes un soulagement. Le respect des budgets de la défense en 2015 et des suivants n'en reste pas moins d'actualité. Nous aidons les industriels à exporter par la mise en œuvre en opération de ces avions, une forme indirecte de retour sur investissement de nos opérations de guerre. Nous contribuons à préserver l'outil industriel mais qu'obtiennent les armées ? Un intérêt général mitigé donc.

Dernier point, les armées sont de plus en plus appréciées par nos concitoyens si je me réfère à cette étude du CNRS citée par le Monde du 08 avril. Je vous invite à lire le rapport total (Cf. <http://www.issp-france.fr/thematiques/identite-nationale/>), en fait assez court surtout venant d'un tel organisme. A partir de 6 000 contributions, elle a cherché à définir ce que représentait l'identité nationale pour les Français en fonction de deux dates, 2003 et 2013, sur une période de dix ans.

L'Armée y trouve naturellement sa place. Certes, elle ne se pose pas ce genre de question - elle sait ce qu'est une identité « nationale » - mais elle s'interroge sur ce qu'elle peut signifier pour les Français en général. Après tout, l'Armée se bat pour une communauté, au nom d'un intérêt général. Elle s'identifie à cette nation dont elle est issue. La cohérence de la Nation et son armée repose donc sur une identité partagée mais parfois l'Armée a des difficultés à comprendre cette communauté nationale. Donnons-nous le même sens à l'intérêt général ?

Néanmoins, et pour conclure, le Monde a présenté les résultats sous la forme d'un graphe explicite sur la perception de l'Armée par la Nation. Par rapport à 2003, l'Armée a positivement accru sa notoriété en 2013. Elle est une fierté nationale. Cela est rassurant et montre qu'elle reste une valeur sûre au sein des institutions de la République.

Une explication possible selon moi : être militaire signifie servir la Nation et non se servir. L'intérêt général prime et je pense que le citoyen comprend cet engagement. Qui peut en dire autant, si je me réfère aux grèves diverses dans la fonction publique, sous des formes diverses que ce soit par des arrêts de travail ou des « arrêts maladie », des droits de retrait, de la désobéissance civile, des comportements de certains corps de métier... ?